

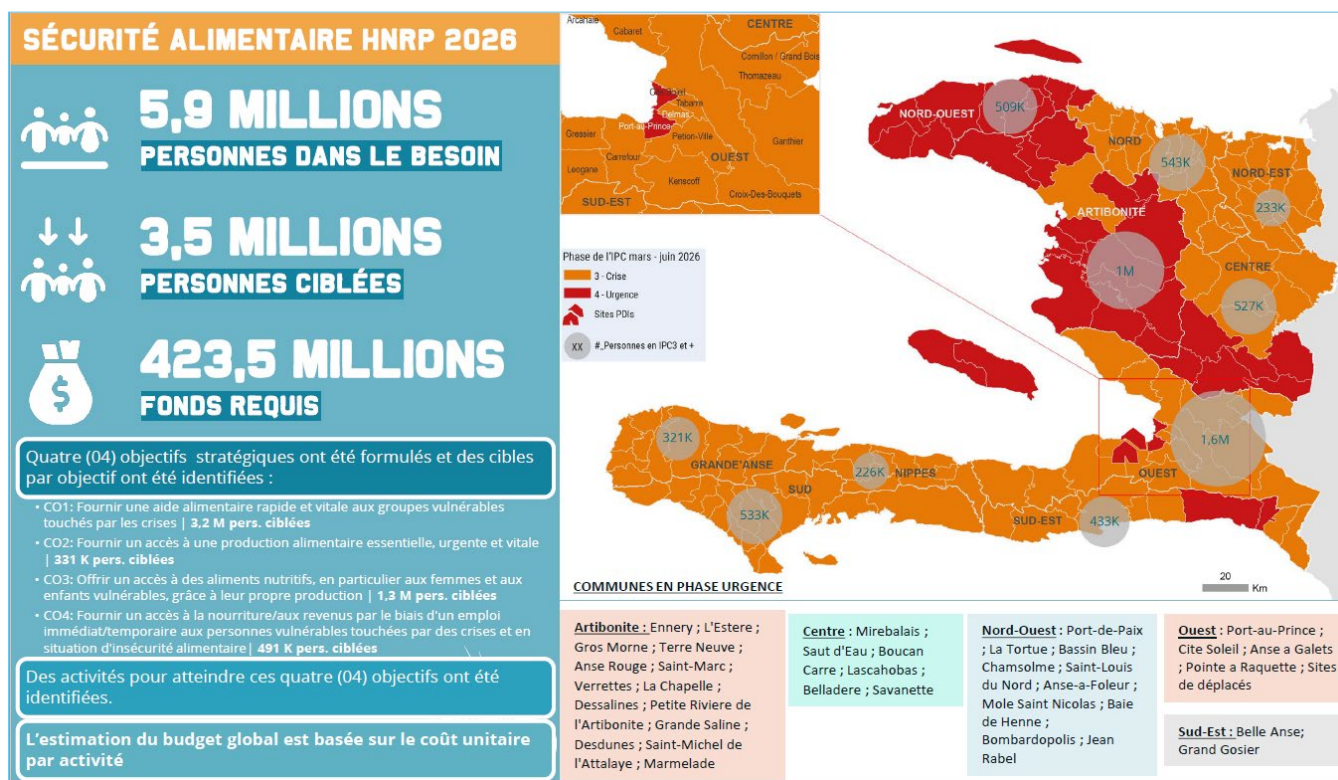


**QUAND LA VIOLENCE AGGRAVE LA FAIM :
APERÇU DU CONTEXTE ALIMENTAIRE AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026**

POINTS SAILLANTS

- **Insécurité persistante et expansion de la violence :**
 - La détérioration de la situation sécuritaire continue d'affecter Port-au-Prince et plusieurs départements, notamment l'Artibonite et le Centre, perturbant les marchés, les moyens d'existence et l'accès aux services essentiels.
- **Insécurité alimentaire à un niveau critique :**
 - 5,83 millions de personnes (52% de la population analysée) sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 3 et plus).
 - Parmi elles, 1,9 million de personnes sont classées en Phase 4 – Urgence.
 - 10 zones du pays demeurent en Phase 4 (Urgence), reflétant la gravité persistante de la crise alimentaire.
- **Déplacements internes records :**
 - Le nombre de personnes déplacées internes (PDI) atteint 1,47 million en mai 2026.
 - 79% des PDI vivent dans les départements hors de Port-au-Prince, accentuant la pression sur les communautés hôtes.
 - Besoins humanitaires prioritaires : Nourriture : 73% ; Moyens d'existence : 65% ; Abris : 38% ; Eau, Hygiène et Assainissement : 38% ; Santé : 37%
- **Pressions économiques et période de soudure :**
 - La période de soudure, combinée à la faiblesse des revenus des ménages, à la perturbation des chaînes d'approvisionnement et à l'accès limité aux intrants agricoles, a aggravé la vulnérabilité alimentaire.
- **Accès humanitaire limité :**
 - L'insécurité et les restrictions de mouvement continuent de compromettre l'accès humanitaire dans plusieurs zones affectées.
- **Financement insuffisant :**
 - Au 30 juin 2026, seulement 25% des besoins financiers du Plan de Réponse Humanitaire 2026 étaient couverts, limitant la capacité de réponse humanitaire.
- **Implications pour le Cluster Sécurité Alimentaire :**
 - Renforcer l'assistance alimentaire d'urgence dans les zones IPC 4.
 - Intensifier le soutien aux moyens d'existence des ménages vulnérables et déplacés.
 - Prioriser les interventions dans les zones de forte concentration de PDI et dans les départements les plus touchés par l'insécurité alimentaire.
- **Renforcement de la qualité et de l'inclusivité de la réponse :**
 - Au cours du deuxième trimestre 2026, le Secteur Sécurité Alimentaire a organisé deux ateliers techniques visant à renforcer la qualité, l'efficacité et la redevabilité des interventions humanitaires.

CHIFFRES CLÉS HNRP 2026



Les données de planification sectorielles sont basées sur les chiffres de l'analyse IPC pour déterminer les populations dans le besoin d'assistance alimentaire et de l'appui aux moyens de subsistance.

- ❖ Le nombre de personnes dans le besoin (PiN) est défini à partir des projections l'analyse IPC, soit **5,9 millions de personnes** en phase 3 et plus ayant des déficits alimentaires importants et nécessitant une assistance urgente afin de combler ces manques et de limiter le recours à des mécanismes d'adaptation négatifs.
- ❖ La cible totale du secteur est de **3,5 millions de personnes**, correspondant à 100% de la population en IPC 4+, soit 2 M de personnes et 80% de la population en IPC 3 des zones en Phase 4 soit 1,2 M de personnes et 15% de la population en phase 3 des zones en Phase 3 (350K personnes).

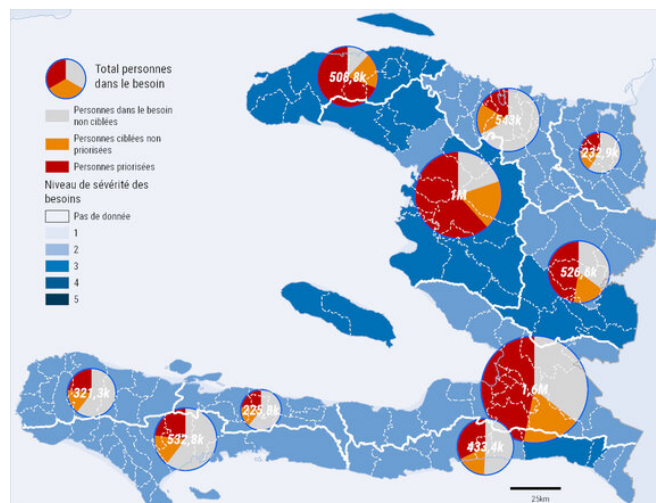
Priorisation de la cible

L'année 2026 présente particulièrement un défi en termes de mobilisation de ressources financières pour couvrir les besoins de plus en plus en croissance suite à la montée de la violence et les impacts dû aux changements climatiques, un travail de super priorisation.

Le secteur a revu sa cible à **2,5 M de personnes** - initialement 3,5 M - avec un budget de **\$313 M** - initialement \$423 M. Cette option permet de cibler :

- 1,6 M personnes en IPC4 (80 % du total IPC4) ;
- 900 K personnes en IPC3, dont 340 K personnes vivant dans des zones en phase 4 ;

Ceci inclut 50 K ménages pour l'appui à la production alimentaire d'urgence et 1 M personnes pour l'appui à l'agriculture et aux moyens de subsistance.



En termes de ciblage, une attention particulière sera portée aux personnes déplacées internes (PDI), aux familles d'accueil et aux communautés hôtes les plus vulnérables, dont les moyens de subsistance ont été affectés, ainsi qu'aux personnes retournées ou rapatriées de force depuis les pays voisins, qui seront priorisées dans l'assistance. Les femmes et les enfants seront particulièrement pris en compte dans toutes les étapes de cette stratégie ainsi que les zones fortement affectées par l'ouragan Melissa.

CONTEXTE

Analyse de la situation

Au cours du deuxième trimestre 2026, la situation humanitaire en Haïti est demeurée extrêmement préoccupante, marquée par la persistance de la violence armée, l'expansion des déplacements forcés et une insécurité alimentaire aiguë affectant plus de la moitié de la population. La détérioration de la sécurité dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et son extension vers plusieurs départements, notamment l'Artibonite et le Centre, continuent de perturber les moyens d'existence, les activités économiques et l'accès des populations aux services essentiels.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, les résultats du suivi des marchés mené par l'équipe RAM d'avril à mai indiquent une disponibilité globalement satisfaisante des produits alimentaires de base. Toutefois, le haricot rouge demeure peu disponible sur les marchés, reflétant des contraintes persistantes au niveau de son approvisionnement.

Cette même source a mentionné qu'entre avril et mai 2026, le coût du panier alimentaire a connu une légère augmentation de 4% au niveau national, passant de 21 541 à 22 320 gourdes, avec des baisses notables dans le Centre

(-8%) et le Nord (-5%), et des hausses modérées dans l'Artibonite (+1%), le Sud (-1%) et les Nippes (+3%).

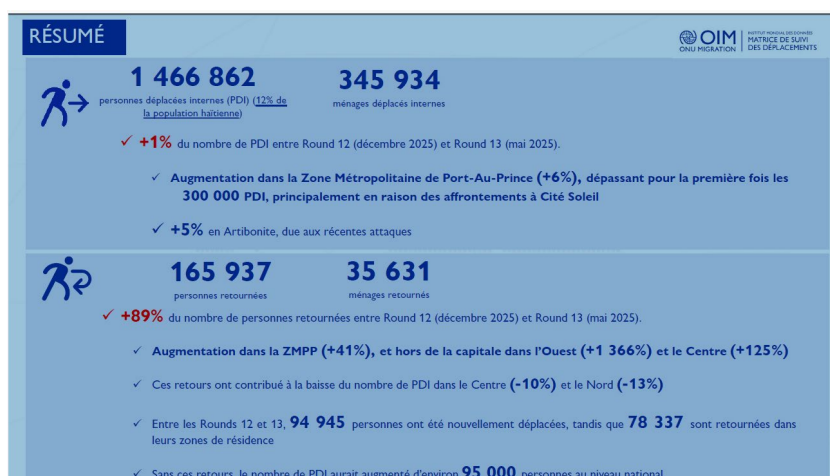
En observant les données par département, on constate que la disponibilité des produits de base reste généralement stable, mais le haricot rouge concentre les tensions les plus fortes. Les Nippes (87,5%), le Nord-Est (84,6%), le Sud-Est (64,7%), le Nord (60%), ainsi que l'Artibonite et l'Ouest (plus de 40%) affichent des niveaux critiques d'indisponibilité. Cette situation contraste avec le haricot noir, qui reste largement accessible, sauf dans le Centre et la Grand'Anse où des limites ponctuelles apparaissent.

Selon le bulletin IHSI, on note un certain ralentissement de l'inflation a été observé en mai 2026, c'est-à-dire les prix continuent d'augmenter mais à un rythme moins accéléré par rapport au mois d'avril. La décélération s'explique par une progression plus faible des prix de certains postes du panier de la ménagère. Ainsi, l'Indice Général des Prix à la Consommation (IPC, base 100 en 2017-2018), chiffré à 610,5 en avril, est passé à 617,9 en mai, accusant des variations mensuelle et annuelle de 1,2 % et 20%, contre respectivement 3,4 % et 21%, le mois précédent.

Déplacements internes records :

Entre le Round 12 (décembre 2025) et le Round 13 (mai 2026), le nombre total de PDI a légèrement augmenté de 1 pour cent. Cette légère augmentation au niveau national masque toutefois des dynamiques régionales importantes :

- La Zone Métropolitaine de Port-au-Prince a connu une hausse de 6 pour cent, dépassant pour la première fois les 300 000 PDI, principalement en raison des affrontements à Cité Soleil.
- L'Artibonite a enregistré une augmentation de 5 pour cent, due à des attaques récurrentes.
- Parallèlement, le nombre de personnes retournées a bondi de 89 pour cent, avec de fortes progressions dans la capitale (+41%), les communes de l'Ouest hors de la capitale (+1 366%) et le Centre (+125%). Ces retours expliquent les baisses du nombre de PDI observées dans le Centre (-10%) et le Nord (-13%). Globalement, sans ces nouveaux retours, le nombre de PDI dans le pays aurait augmenté de près 95 000 personnes entre les Rounds 12 et 13 :



Campagne agricole de printemps et perspectives liées à El Niño :

La campagne agricole de printemps, qui constitue la principale saison de production en Haïti, s'est déroulée dans un contexte marqué par des défis sécuritaires, économiques et climatiques persistants. Les précipitations enregistrées au début de la campagne ont favorisé les activités de semis dans plusieurs zones agricoles, permettant l'implantation des principales cultures vivrières telles que le maïs, le haricot et les tubercules.

Toutefois, l'insécurité, les déplacements de populations, la hausse des coûts des intrants agricoles et les difficultés d'accès aux terres et aux marchés ont continué de limiter le potentiel de production dans certaines zones. Malgré ces contraintes, les perspectives de récolte demeurent globalement satisfaisantes dans les régions ayant bénéficié de conditions pluviométriques favorables.

Cependant, les prévisions climatiques internationales indiquent une probabilité croissante de développement et de renforcement du phénomène El Niño au cours du second semestre 2026. Ce phénomène pourrait entraîner des perturbations des régimes de précipitations, notamment des déficits pluviométriques et des épisodes de sécheresse dans certaines régions, susceptibles d'affecter les campagnes agricoles à venir.

Une vigilance accrue et un suivi régulier des conditions agro climatiques seront nécessaires afin d'anticiper les impacts potentiels sur la production agricole, les moyens d'existence des ménages ruraux et la sécurité alimentaire.

Atelier sur le ciblage et le suivi post-distribution (PDM)

Cet atelier a réuni plus de 20 partenaires du secteur autour des enjeux liés au ciblage des bénéficiaires et au suivi post-distribution (PDM).

Les participants ont échangé sur les critères de vulnérabilité, les approches de ciblage harmonisées, les bonnes pratiques et les défis rencontrés dans la mise en œuvre des interventions d'assistance alimentaire.

Les discussions ont également porté sur l'utilisation des données issues des exercices de PDM pour mesurer la satisfaction des bénéficiaires, évaluer la pertinence de l'assistance et améliorer la qualité des programmes.

L'atelier a permis de dégager des recommandations visant à renforcer l'harmonisation des approches entre

partenaires et à améliorer la redevabilité envers les populations affectées.



Port-au-Prince, 22 Avril 2026 | Participants à l'atelier sur le mécanisme de ciblage et le PDM

Atelier sur l'intégration des thèmes transversaux

Le secteur a également organisé un deuxième atelier consacré à l'intégration des thèmes transversaux dans les interventions de sécurité alimentaire.

Les échanges ont porté sur la protection, le genre, la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PSEA), l'inclusion des groupes vulnérables, la redevabilité envers les populations affectées ainsi que l'engagement communautaire.



Les participants ont examiné les moyens d'intégrer systématiquement ces principes à toutes les étapes du cycle de projet, depuis la planification jusqu'au suivi-évaluation.

L'atelier a permis de renforcer les capacités des partenaires et de promouvoir une approche plus inclusive, participative et sensible aux besoins spécifiques des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et des populations déplacées.



Port-au-Prince, 12 au 13 Mai 2026 | Participants à l'atelier sur les thématiques transversales :
Protection | PSEA | VBG | Engagement communautaire | Inclusion de personnes vivants avec Handicap dans la réponse |
Redevabilité envers des personnes affectées

Ces deux ateliers témoignent de l'engagement continu du Secteur Sécurité Alimentaire à améliorer la qualité des interventions, à renforcer la coordination entre partenaires et à garantir que l'assistance fournie soit à la fois efficace, inclusive et centrée sur les besoins des populations affectées.

Dans cette même dynamique un atelier conjoint sécurité alimentaire et cluster nutrition est en cours de préparation.

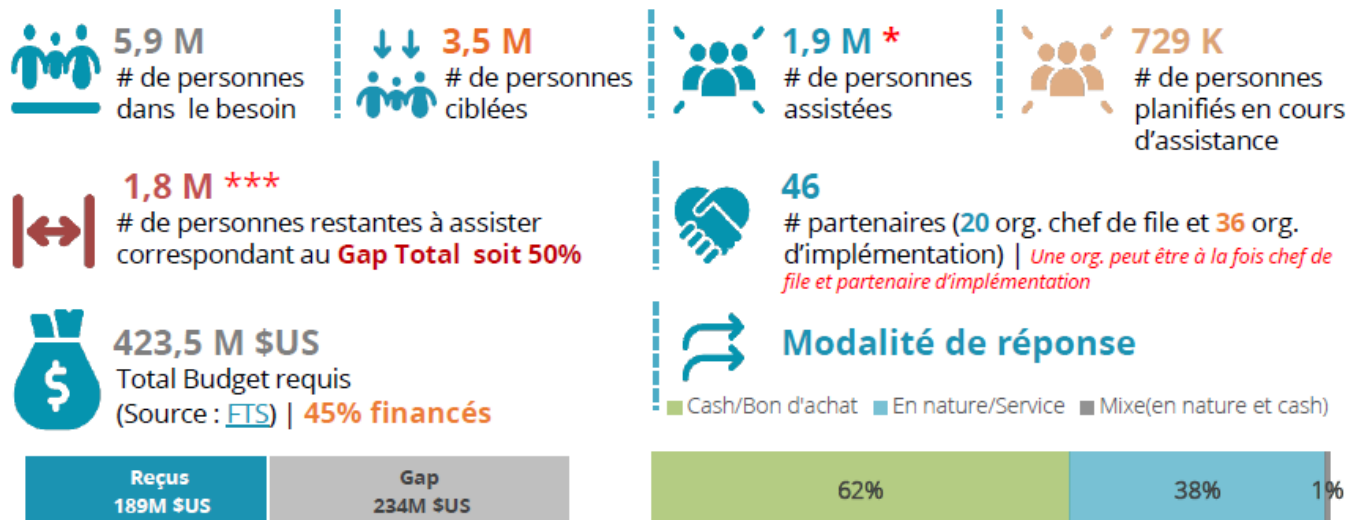
SUIVI DE LA RÉPONSE HNRP 2026 AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Malgré ces difficultés rencontrées, les acteurs du secteur ont développé différentes stratégies pour atteindre les ménages affectés dans les différentes localités comme présenté ci-dessous.

De janvier à juin 2026, les différentes interventions des partenaires du secteur sécurité alimentaire ont permis d'atteindre **1,9 million de personnes** parmi les **3,5 millions de personnes** ciblées par le Plan de Réponse aux Besoins Humanitaires HNRP 2026 (soit environ **381 000 ménages** bénéficiaires uniques, ont reçu au moins une forme d'assistance). Cette aide a été fournie à travers des

interventions d'assistance alimentaire d'urgence (1,84 million de personnes, dont 1,3 million ayant bénéficié de quatre cycles d'assistance et 150 000 personnes ont reçus des repas chauds aux points de passage à la frontière), des activités de soutien à la production alimentaire d'urgence (79 000 personnes) ainsi que des appuis aux moyens d'existence (222 000 personnes), mis en œuvre par les partenaires humanitaires. Par ailleurs, **729 000 personnes** sont actuellement en cours d'assistance, ce qui pourrait porter le nombre total de personnes assistées à près de **2,4 millions** d'ici fin septembre 2026.

CHIFFRES CLÉS HNRP :



* Les bénéficiaires peuvent être atteints par plusieurs activités sectorielles. Le nombre de bénéficiaires uniques assistés est calculé sur le maximum des personnes atteintes par au moins une activité au niveau commune.

*** Le Gap a été calculé au niveau des communes en comparant le nombre de **personnes ciblées** au nombre de **personnes assistées ou en cours d'assistance** par l'ensemble des partenaires, tout en excluant les communes où l'assistance apportée dépasse la cible. Cette estimation ne tient pas compte de la **quantité de la ration ou du montant reçu**, ni de la **fréquence des assistances** fournies.

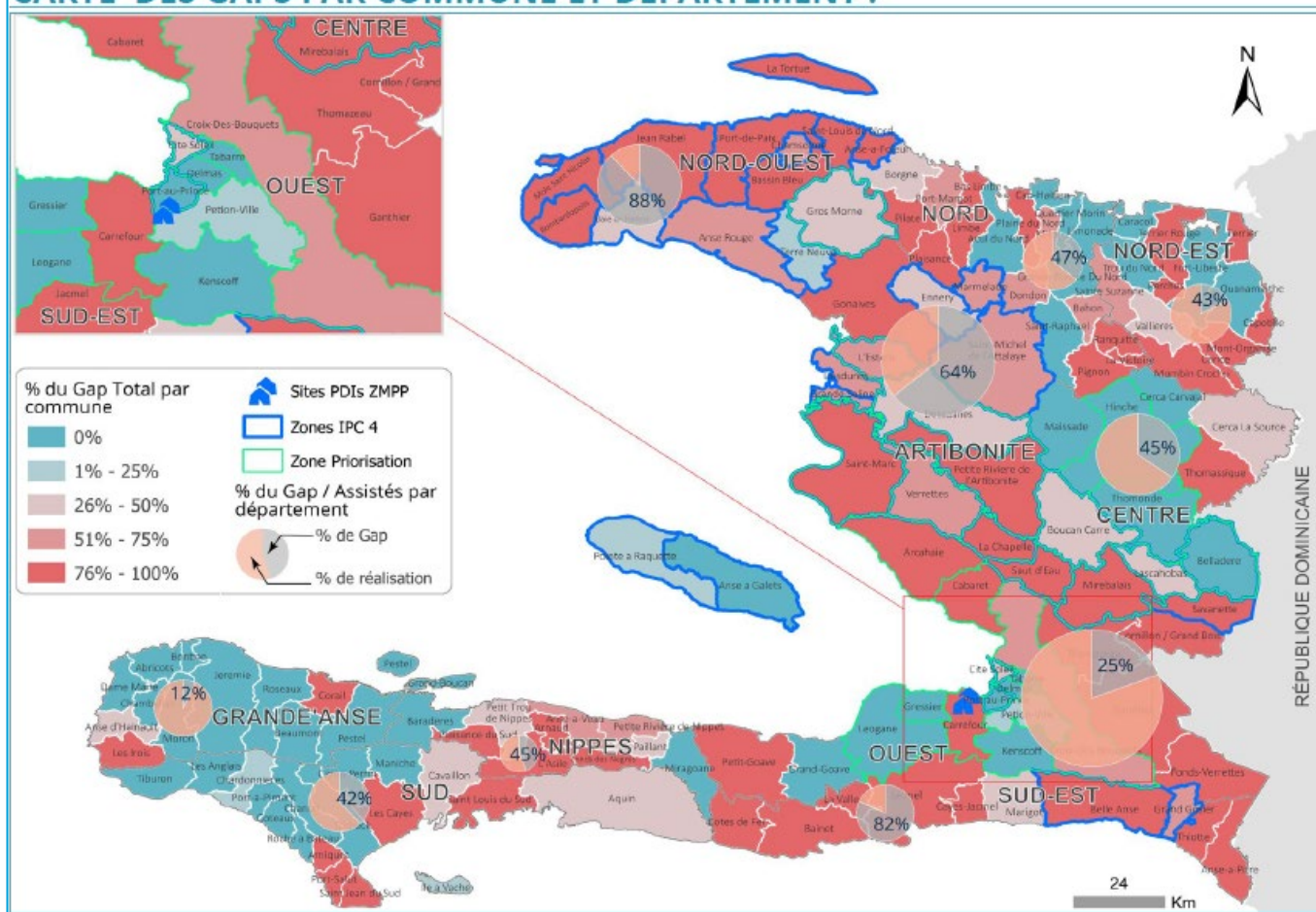
Pour plus d'information sur le suivi de la réponse et gap par, veuillez consulter la page du secteur sur le lien suivant : <https://fscluster.org/haïti>

SUIVI DE LA RÉPONSE ET GAP :

OBJECTIF DU SECTEUR	CIBLÉS	BÉNÉFICIAIRES		
		ASSISTÉS **	PLANIFIÉS EN COURS	% GAP TOTAL
 Assistance alimentaire rapide et vitale aux groupes vulnérables touchés par les crises	3,2 M	1,8 M	424 K	53%
 Appui à la production alimentaire essentielle, urgente et vitale aux ménages vulnérables	331 K	79 K	305 K	76%
 Appui à l'agriculture et aux moyens d'existence aux ménages vulnérables	1,3 M	222 K	-	78%

** Le nombre de bénéficiaires assistés peut dépasser la cible initiale du secteur dans certaines communes en raison d'ajustements opérationnels liés à l'impact des attaques armées et des déplacements massifs des populations et/ou de la nouvelle

CARTE DES GAPS PAR COMMUNE ET DÉPARTEMENT :



L'analyse des gaps met en évidence d'importantes disparités entre les besoins des ménages en insécurité alimentaire aiguë, l'évolution du contexte humanitaire, l'augmentation du nombre de ménages déplacés dans certaines communes, et les capacités de réponse disponibles au niveau local. Malgré les efforts déployés par les partenaires humanitaires, la couverture demeure insuffisante, laissant plus de **1,8 million de personnes**, soit environ **50%** de la population ciblée, sans assistance adéquate.

Au total, 25 communes classées en phase 4 de l'IPC, dont 8 communes prioritaires classées en sévérité intersectorielle (JIAF) 4 et 5, enregistrent des déficits de couverture compris entre **40%** et **100%** et réparties dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite, du Nord-Ouest, du Sud-Est et du Centre ainsi que dans les sites accueillant des personnes déplacées internes. Ces lacunes sont aggravées par la dégradation continue du contexte sécuritaire et les contraintes d'accès humanitaire, qui limitent considérablement la mise en œuvre des interventions et l'accès des populations les plus vulnérables à l'assistance.

CARTE DE PRESENCE DES PARTENAIRES :

PARTENAIRES PAR DÉPARTEMENT [JUIN 2026] Au total 46 partenaires dont 20 organisations principales et 36 partenaires d'implémentation interviennent.	Département	Assistance alimentaire d'urgence	Appui à la Production Alimentaire d'urgence	Appui à l'Agriculture et aux moyens d'existence	# Partenaire
	ARTIBONITE	FAES, FOME, ADRA, PAM	FAO	FAO, PAM	5
	CENTRE	FAES, FOME, PAM	FAO, MARNDR	FAO, PAM	5
	GRANDE'ANSE	ACTIONAID, FOME, HEKS/EPER, FLM/NCA, PAM	FAO	FAES, FAO, DKH, HEKS/EPER, World Renew	9
	NIPPES	CRS, FOME, WVI, PAM	FAO	FAES, FAO	6
	NORD	FOME, ADRA, PAM	FAO	FAES, FAO, PAM	5
	NORD-EST	FOME, CRS, PAM	—	FAO, CRS, FAES	5
	NORD-OUEST	AVSI, FOME, FONKOZE, World Renew, PAM	—	PAM	5
	OUEST	FAES, FOME, Concern, SI, GOAL, FLM/NCA, ACTED, PAM	Concern, FAO	Concern, FAES, PAM	9
	SUD	FOME, PAM	FAO, World Relief	FAO, CRS, ONU FEMMES, World Relief	6
	SUD-EST	CRS, FOME, PAM	FAO	FAO, PAM	4



REALISATION DES PARTENAIRES : REPONSE POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Cette rubrique a pour objectif de mettre en lumière les activités réalisées par les partenaires, les témoignages de partenaires, bénéficiaires, les leçons apprises et le partage d'expérience.



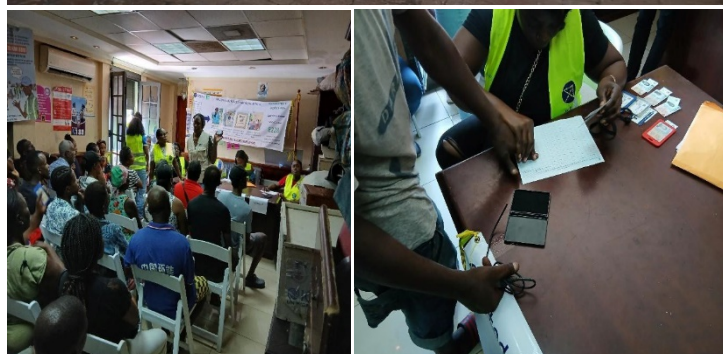
ACTED

Dans le cadre du financement CBPF-Haïti (RhPF), Acted met en œuvre un projet multisectoriel en consortium avec Concern Worldwide, AVSI et Solidarités International (SI). Ce projet vise à fournir une réponse intégrée de sauvetage (life-saving) aux populations vivant dans des zones classées en sévérité IPC 4 et 5, ainsi que dans les communes limitrophes. Cette approche d'hyper-priorisation combine l'accès immédiat à l'assistance alimentaire, la prévention et la prise en charge de la malnutrition, les interventions en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA/WASH) sur les sites de déplacés, ainsi que les activités de Coordination et Gestion des Camps (CCCM), afin de renforcer la protection, la redevabilité envers les populations affectées et l'identification des cas les plus vulnérables. Le renforcement de l'accès aux soins de santé et la gestion des cas de protection complètent cette approche intégrée.

Au cours de la période considérée (avril – juin 2026), ACTED a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'urgence multisectoriel en faveur des personnes déplacées internes (PDI) affectées par les violences dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP).

Dans la ZMPAP, 1 951 ménages (soit 8 234 personnes) répartis sur cinq sites de déplacés internes (quatre dans la commune de Port-au-Prince et un à Delmas) ont bénéficié d'une assistance en transferts monétaires d'un montant de 120 USD par ménage, complétée par un Top-up Nutrition de 31 USD pour les ménages comprenant une femme enceinte ou allaitante et/ou un enfant de moins de 5 ans. L'ensemble des bénéficiaires a également participé à des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques alimentaires, organisées en petits groupes par les équipes ACTED sur chaque site. Le mécanisme de paiement reposait sur un système de retrait auprès des points de service du partenaire financier, sur présentation d'un coupon nominatif. Les transferts étaient spécifiquement destinés à l'achat de denrées alimentaires.

Cette assistance a contribué à améliorer la consommation alimentaire des ménages bénéficiaires, notamment en termes de diversité alimentaire et de réduction du recours aux stratégies d'adaptation liées à l'insécurité alimentaire. Elle a également permis aux ménages d'accéder à des produits alimentaires de meilleure qualité nutritionnelle, contribuant ainsi à la prévention de la malnutrition, notamment chez les enfants, grâce au maintien d'une alimentation plus équilibrée.



Parmi les principales difficultés rencontrées durant cette période figurent l'absence de documents d'identification pour certains ménages déplacés, ainsi que la présence de personnes ne résidant pas sur les sites ciblés sollicitant l'accès à l'assistance.

Pour la prochaine période de mise en œuvre, en juillet 2026, une nouvelle distribution de transferts monétaires est prévue sur neuf sites de déplacés internes situés dans les communes de Port-au-Prince, Delmas et Pétion-Ville, couvrant environ 8 500 personnes.

Une autre distribution sera également réalisée dans les zones de l'Artibonite et du Centre, notamment à Saint-

Marc, Lascahobas et Hinche, au bénéfice d'environ 2 100 ménages, soit près de 10 500 bénéficiaires.

Le principal défi identifié concerne la zone de Lascahobas, où aucune caisse de distribution n'était disponible pour cette période. Afin d'assurer la continuité de l'activité, la distribution sera organisée directement sur le site où la session de sensibilisation sera également réalisée.

En août 2026, ACTED poursuivra la mise en œuvre d'un deuxième cycle de transferts monétaires au bénéfice d'environ 5 000 personnes réparties sur cinq sites de la ZMPAP, afin de maintenir l'assistance alimentaire auprès des ménages ciblés.

.



Au cours du deuxième trimestre 2026, le CECI a poursuivi ses interventions en sécurité alimentaire en Haïti à travers les activités planifiées en Grand'Anse et les réponses d'urgence dans le Centre et à Belladère. En Grand'Anse, les interventions ont porté sur les transferts monétaires conditionnés et la réalisation de petits projets communautaires dans les communes de Jérémie, Dame Marie, Beaumont, Bonbon, Corail, Marfranc, Pestel et Roseaux, ainsi que dans les localités de Fond Rouge Torbeck, Petite Rivière, Desormeaux, Mouline, Duchity et Jean Bellune. Pour avril, mai et juin 2026, les données existantes indiquent 979 ménages par mois appuyés dans le cadre HA-J0005, soit 2 937 ménages-cycles, et 1 691 ménages par mois dans le cadre HA-J0007, soit 5 073 ménages-cycles. Les petits projets communautaires ont également été programmés pour renforcer les conditions de vie et la résilience locale. Dans le cadre du Projet Urgence Centre, la distribution de cash a touché 14 198 personnes dans les zones classées IPC 4 : 1 809 à Cerca-la-

Source, 4 743 à Hinche, 2 690 à Thomonde et 4 956 à Belladère. Ces appuis ont renforcé le pouvoir d'achat des ménages, facilité l'accès à la nourriture, aux médicaments et aux biens essentiels, tout en soutenant les marchés locaux. Par ailleurs, le Projet Repas Chauds a permis de servir 32 972 migrants rapatriés à la frontière de Belladère, dont 6 842 femmes et 26 130 hommes, afin de répondre à leurs besoins alimentaires immédiats dans le respect de leur dignité. Aucune pratique innovante spécifique n'a été rapportée. Les principales difficultés concernent l'insécurité, les déplacements de population, les contraintes logistiques, les retards de prévisions de l'ONM et les écarts avec les arrivées réelles. À court terme, le CECI poursuivra la mise en œuvre, le suivi et la coordination de ses activités en cours, tout en renforçant l'accompagnement des bénéficiaires et la collaboration avec les partenaires afin d'assurer l'atteinte des résultats attendus..

Pour la période d'avril à juin 2026, le projet RFSA – Ayiti Pi Djanm (APD) a poursuivi ses interventions de sécurité alimentaire à travers la 14e distribution d'assistance au profit de 15 997 ménages dans les départements du Sud et du Nord-Est. Dans le Sud, 6 039 ménages ont été touchés dans les communes des Coteaux, Port-à-Piment, Roche-à-Bateau et Chardonnières ; dans le Nord-Est, 9 958 ménages ont bénéficié de l'appui à Sainte-Suzanne, Terrier-Rouge, Grand-Bassin, Fort-Liberté, Vallières, Mont-Organisé, Mombin-Crochu et Carice. L'intervention a combiné un transfert monétaire direct de 15 800 gourdes, un sac de riz de 12,5 kg et un kit d'eau contenant des Aquatabs, afin d'améliorer l'accès immédiat des ménages vulnérables à la nourriture tout en réduisant les risques liés à la consommation d'eau non traitée. En effet, Il convient toutefois de préciser que, dans le département du Sud, les ménages bénéficiaires ont uniquement reçu le transfert monétaire.



Distribution de cash avec notre partenaire financier CAPOSAC du Sud à l'École nationale Marion Dufanal (Chardonnières) pour 745 bénéficiaires, le 23 juin 2026. Photo : Leon Jean Maryline

Les consultations communautaires indiquent que l'appui a contribué à améliorer la régularité des repas, l'achat de denrées de base, la diversification progressive de l'alimentation et la dignité des familles, tout en renforçant leur capacité à faire face à l'endettement alimentaire et aux chocs économiques. L'approche hybride, combinant cash, assistance alimentaire en nature et volet WASH, ainsi que l'implication active des plateformes communautaires, constituent des pratiques innovantes favorisant la transparence, le feedback et l'adaptation locale. Toutefois, la mise en œuvre a été marquée par des difficultés logistiques liées à la dégradation des routes après les pluies, ainsi que par la pression sociale des ménages vulnérables non bénéficiaires. À court terme, le projet prévoit la 15e distribution, incluant le cash for food et des kits cuisine, avec un accent renforcé sur la communication communautaire, la coordination locale et l'utilisation des mécanismes de feedback.



Remise des kits d'eau potable et sac de riz 12.5 lors de la séance de distribution au profit de 521 bénéficiaires à l'École nationale de Bayaha (Fort-Liberté), le 25 juin 2026. Photo : Kenel Jacob.

Cash Working Group

Au premier quadrimestre 2026 (janvier-avril), les interventions cash ont couvert l'ensemble des 10 départements du pays et 79 communes, pour un total de 208,888 ménages atteints et un montant global distribué de 27,669,725 USD. La réponse est restée largement orientée vers des transferts sectoriels (83.47%), dont 70.52% pour la sécurité alimentaire, tout en conservant une part de transferts à usages multiples (16.53%). Sur le plan opérationnel, le transfert mobile a été le mécanisme le plus utilisé. L'Ouest concentre la plus grande part des bénéficiaires, suivi de la Grand'Anse et de l'Artibonite.

Les bonnes pratiques reposent sur :

- la diversification des modalités de transfert et des fournisseurs de services financiers, ce qui a permis de mieux adapter les interventions aux contextes urbains et ruraux, tout en réduisant les risques liés aux contraintes de liquidité ;
- le recours aux suivis à domicile et à la collecte des retours communautaires ;

la forte collaboration et le dialogue facilités par le CWG entre ONG, agences onusiennes, fournisseurs de services financiers et acteurs de la protection sociale.

Les principaux défis restent :

- la liquidité, les limites de retrait, l'accessibilité difficile de certaines zones et les contraintes techniques dans les caisses ou sites de distribution, qui ont retardé les opérations et accru les coûts de transport pour les ménages ;
- les contraintes liées aux exigences KYC, qui imposent l'utilisation de pièces d'identité formelles et créent des risques d'exclusion pour les ménages les plus vulnérables.

Malgré cela, l'intervention a permis d'atteindre de nombreux bénéficiaires grâce à une collaboration globalement positive entre les différents acteurs. Il demeure essentiel de continuer le dialogue avec les prestataires financiers afin d'améliorer l'accès aux caisses, la fluidité des distributions et la flexibilité des modalités de retrait.

Diakonie **Katastrophenhilfe** **Diakonie Katastrophenhilfe (DKH)**

A la suite du passage de l'ouragan Melissa, Diakonie Katastrophenhilfe (DKH) avec l'appui de son partenaire local ATEPASE et grâce au financement EWDE, a distribué 300 kits alimentaires (riz, haricot, huile, sucre...) aux familles les plus vulnérables de la commune de Bainet, couvrant les sections communales de Trou Mahot, Vallée de Bainet, Bas Grandou, Bas de la Croix et Bras de Gauche. Les bénéficiaires ont été ciblés en concertation avec les autorités locales et les organisations communautaires, selon des critères de vulnérabilité privilégiant les familles les plus affectées par la catastrophe. L'action a permis de répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations touchées tout en respectant les principes humanitaires, de protection et de redevabilité envers les communautés.

Objectifs visés :

- Répondre aux besoins alimentaires immédiats des familles affectés par l'ouragan Melissa.

- Réduire les conséquences de l'insécurité alimentaire provoquée par les pertes de récoltes et de moyens d'existence.

Au total, 300 familles ont bénéficié de l'assistance alimentaire, représentant 1 386 personnes, dont 414 hommes, 482 femmes, 249 garçons et 241 filles. Parmi les bénéficiaires, 180 personnes vivant avec un handicap ont également reçu une assistance, conformément aux critères de ciblage.

Cette assistance alimentaire a permis aux familles bénéficiaires de couvrir leurs besoins alimentaires immédiats durant une période particulièrement difficile après le passage de l'ouragan. Cette assistance a réduit la pression économique sur les ménages, leur permettant de consacrer leurs ressources limitées à d'autres besoins essentiels, notamment la réparation de leurs habitations, les soins de santé et la reprise de leurs activités agricoles.

Description de pratiques innovantes :

L'intervention s'est distinguée par une forte implication des organisations communautaires dans le processus de ciblage et d'organisation de la distribution. Cette approche participative a favorisé la transparence, l'acceptation de l'activité et une meilleure identification des ménages les plus vulnérables. En parallèle, un mécanisme de gestion des plaintes et de retour d'information a été mis à la disposition des bénéficiaires afin de garantir la redevabilité et de permettre une amélioration continue de la qualité de l'assistance.

Difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée a été une pénurie de haricots sur les marchés locaux, compromettant la préparation des 300 kits alimentaires conformément aux spécifications du projet et risquant de retarder leur distribution. Pour y remédier, deux options ont été envisagées : d'une part, élargir la recherche de fournisseurs à d'autres marchés de l'arrondissement ; d'autre part, remplacer les haricots par une autre légumineuse de valeur nutritionnelle équivalente.

Perspectives à court terme :

A court terme, un suivi post-distribution sera réalisé afin d'évaluer la satisfaction des bénéficiaires et les effets de l'assistance sur leur sécurité alimentaire. Selon les ressources disponibles, des activités de relèvement, notamment la distribution d'intrants agricoles, le soutien aux moyens de subsistance et des transferts monétaires,



Photo : les bénéficiaires de kit alimentaire / ATEPASE, 2026

pourront être mises en œuvre. Le renforcement des capacités communautaires en matière de préparation et de réponse aux catastrophes restera également une priorité pour améliorer la résilience des populations face aux futurs chocs climatiques.

Dans le cadre du projet financé par le Fonds Humanitaire Régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (RHPF LAC), Diakonie Katastrophenhilfe (DKH), en partenariat avec la Fondation Nouvelle Grand'Anse (FNGA), a procédé à la distribution de 130 caprins pour des familles ayant une personne à besoins spécifiques (handicap, personnes âgées...) dans les communes de Jérémie, Roseaux et Beaumont dans le département de la Grand'Anse. Les bénéficiaires ont été sélectionnés en concertation avec les autorités locales et les organisations communautaires sur la base de critères de vulnérabilité, en privilégiant notamment les familles dirigées par des femmes, les personnes vivant avec un handicap, les personnes âgées.

Objectifs visés :

- Renforcer les moyens d'existence des familles les plus vulnérables.
- Améliorer les capacités de résilience des bénéficiaires grâce au développement de petits élevages.
- Réduire la dépendance des ménages en favorisant la reconstitution de leurs actifs productifs.

Au total, 130 familles ont bénéficié de la distribution de caprins, représentant 683 personnes, dont 225 femmes, 184 hommes, 151 filles et 123 garçons. Cette assistance a ciblé en priorité les ménages les plus vulnérables.

La distribution de caprins permet aux familles bénéficiaires de reconstituer leurs moyens d'existence en développant une activité d'élevage génératrice de revenus. Les caprins constituent un actif productif pouvant contribuer à améliorer les revenus de la famille et la capacité des familles à faire face aux futurs chocs économiques ou climatiques.

Pratiques innovantes :

L'intervention a adopté une approche participative impliquant les autorités locales et les organisations communautaires dans le processus de ciblage des bénéficiaires. Les familles sélectionnées ont bénéficié d'une sensibilisation sur les bonnes pratiques d'élevage, l'alimentation, les soins de base et la prévention des maladies des caprins afin de favoriser la survie des animaux et d'optimiser leur potentiel reproductif.

Difficultés rencontrées :

Les principales difficultés rencontrées ont concerné l'identification de caprins répondant aux critères de qualité et de santé définis par le projet, ainsi que les contraintes logistiques liées au transport des animaux vers certaines localités éloignées. Malgré ces défis, une planification rigoureuse et la collaboration des acteurs locaux ont

permis de réaliser la distribution dans de bonnes conditions.

Perspectives à court terme :

A court terme, un suivi régulier des familles bénéficiaires sera réalisé afin d'évaluer l'état sanitaire des animaux, leur adaptation et les premiers effets de l'intervention sur les moyens d'existence des familles. Des actions complémentaires de renforcement des capacités et d'accompagnement technique seront encouragées afin de maximiser les bénéfices de cette assistance et de renforcer la résilience des ménages bénéficiaires.



Photo : Les bénéficiaires des caprins à Jérémie FNGA, mars 2026



FLM/LWF

La Fédération Luthérienne Mondiale (FLM/LWF), en bureau conjoint avec Norwegian Church Aid (NCA), poursuit son engagement en faveur des populations les plus vulnérables en Haïti à travers des interventions intégrées visant à améliorer la sécurité alimentaire, renforcer les moyens d'existence, promouvoir la résilience communautaire et soutenir le relèvement des ménages affectés par les crises. En étroite collaboration avec ses partenaires locaux FNGA, RODEP et RSFP, la FLM/NCA met en œuvre des actions qui combinent assistance d'urgence, relance économique et renforcement durable des capacités des communautés.

Au cours du trimestre, les interventions ont été déployées dans les communes de Grand-Goâve, Fond-Verrettes, Petit-Goâve, Jérémie et Roseaux, à travers les projets BASKET FUND, EKSPEDYE et NOURISH 2, contribuant ainsi à répondre aux besoins immédiats des ménages tout en renforçant leur capacité à faire face aux chocs futurs.

Chiffres clés des interventions trimestrielles de sécurité alimentaire et moyens d'existence

Indicateur	Résultat
Ménages assistés par transferts monétaires	1 009
Éleveurs formés	102
Petits ruminants distribués	150
Animaux ayant bénéficié de soins vétérinaires	120
Communes couvertes	5
Partenaires	FNGA, RODEP, RSFP
Projets	3

Renforcement des moyens d'existence à travers le projet Basket Fund

Dans le cadre du volet Renforcement économique et Sécurité alimentaire du projet BASKET FUND, plusieurs activités ont été réalisées afin d'améliorer les capacités de production des petits éleveurs et de renforcer leurs moyens d'existence.

Dans la commune de Grand-Goâve, 52 éleveurs ont bénéficié d'une formation sur les bonnes pratiques d'élevage, couvrant notamment l'alimentation, la reproduction, l'hygiène et la prévention des maladies animales. À l'issue de cette formation, 50 ménages, dont 42 femmes et 8 hommes, ont reçu chacun une chèvre afin de renforcer leur capital productif. En complément, des soins vétérinaires ont été administrés à 70 chèvres dans la première section communale, contribuant à améliorer la santé du cheptel et à réduire les risques de pertes.

À Fond-Verrettes, les activités se sont poursuivies avec la distribution de 100 moutons au profit de 50 éleveurs, à raison de deux animaux par bénéficiaire. Cette distribution a été accompagnée d'une formation technique permettant aux participants d'acquérir les connaissances nécessaires pour assurer une gestion durable de leur élevage et optimiser les bénéfices de cet appui.

À travers ces interventions, la FLM/NCA et ses partenaires contribuent non seulement à renforcer les moyens de subsistance des ménages ruraux, mais également à améliorer leur capacité de production et leur résilience face aux chocs économiques et climatiques.

Assistance d'urgence aux ménages en insécurité alimentaire

Face à la persistance de la crise alimentaire, les interventions d'urgence sont demeurées une priorité durant ce trimestre.

Dans le cadre du projet EKSPEDYE, 300 ménages en situation d'insécurité alimentaire dans les communes de Petit-Goâve et de Fond-Verrettes ont reçu une assistance sous forme de transferts monétaires. Cette modalité d'intervention a permis aux familles de répondre rapidement à leurs besoins alimentaires prioritaires tout en soutenant les marchés locaux.

Parallèlement, le projet NOURISH 2 a apporté un appui à 709 ménages classés en IPC Phase 3 ou plus, dans les communes de Jeremie et Roseaux grâce à des transferts monétaires destinés à améliorer leur accès à une alimentation suffisante et diversifiée. Cette assistance a ciblé les ménages les plus vulnérables, en particulier ceux affectés par les déplacements, les difficultés économiques et l'insécurité persistante.

Défis rencontrés

La mise en œuvre des activités a été confrontée à plusieurs défis opérationnels. L'identification et la vérification des bénéficiaires des transferts monétaires se sont révélées particulièrement complexes, notamment en raison de l'absence ou du changement fréquent des numéros de téléphone des personnes déplacées. Cette situation a nécessité des efforts supplémentaires de vérification et de coordination avec les partenaires locaux afin de garantir que l'assistance parvienne aux ménages ciblés.

Par ailleurs, l'ampleur des besoins humanitaires demeure largement supérieure aux ressources disponibles. Malgré les résultats obtenus, de nombreux ménages vulnérables continuent de nécessiter un accompagnement pour répondre durablement à leurs besoins alimentaires et renforcer leurs moyens d'existence.

Perspectives

Au prochain trimestre, la FLM/NCA poursuivra, avec ses partenaires FNGA, RODEP et RSFP, la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre de ses différents projets. Les interventions continueront de privilégier une approche intégrée combinant assistance alimentaire, transferts monétaires, renforcement des moyens d'existence et développement des capacités communautaires afin de consolider la résilience des populations les plus vulnérables.



Grand-Goâve | Projet Basket Fund – Distribution de chèvres à des ménages vulnérables après une formation en élevage.



Grand-Goâve | Projet Basket Fund : formation sur les bonnes pratiques d'élevage



Fond-Verrettes | Projet Basket Fund – Distribution de moutons à 50 éleveurs pour renforcer leurs moyens d'existence.



HEKS/EPER

Dans un contexte marqué par l'accueil de populations déplacées et la paralysie des activités entre la Grande'Anse et la capitale, HEKS/EPER poursuit son appui à des communautés en situation de vulnérabilité. Entre avril et juin 2026, HEKS/EPER, a mené, dans la Grande'Anse, plusieurs activités de relance de l'économie locale et de sécurité alimentaire, ainsi que de renforcement des capacités de résilience des populations vulnérables, à travers la réhabilitation des pistes rurales endommagées lors de la saison de pluie selon une approche « humanitaire / développement ».

Activités réalisées :

Soutien à l'économie rurale par la promotion des pratiques agroécologiques et le développement de microcrédits. Appui à des groupements de production artisanale de semences, des coopératives et associations communautaires, dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs propres projets, avec pour objectif de devenir des entreprises agricoles ou sociocommunautaires génératrices de revenus pour leurs membres.

Soutien à l'alimentation scolaire et à l'entrepreneuriat social en partenariat avec 50 écoles. Cette initiative lutte contre l'insécurité alimentaire, améliore la concentration en classe et favorise la réussite éducative. Elle permet également de soutenir l'agriculture locale en achetant directement auprès des producteurs les produits nécessaires à la préparation des repas. La préparation des repas est assurée par des cantinières et par leurs aides formées aux aspects de qualité nutritionnelle des menus, de contrôle des effectifs et de mesures des proportions nécessaires (gestion des quantités).



Parcelle de riz pluvial à Chambellan

Assistance humanitaire multisectorielle aux populations déplacées et aux communautés hôtes, avec un accent particulier sur l'aide financière conditionnée à des travaux communautaires portant sur l'assainissement, la réhabilitation de pistes agricoles et l'amélioration d'environnements scolaires.

L'ensemble des activités est accompagné de formation, de sensibilisations et d'appui technique continu.

Nombre de personnes atteintes :

Projets communautaires : 499 femmes et 542 hommes
Producteurs de semences : 10 175 personnes (5 469 hommes et 4 706 femmes)
Travaux communautaires : 3 227 personnes (1 322 hommes et 1 905 femmes)
Cantines scolaires : 11 929 enfants (moyenne quotidienne) (6 241 garçons et 5 688 filles) pour un total de 505 602 plats distribués
Formations à l'agroécologie : 1 937 producteurs (1 003 hommes, 934 femmes).

Façon dont les interventions améliorent la situation :

L'appui aux groupements communautaires s'inscrit dans une démarche de localisation.

L'engagement en faveur du fonctionnement des cantines scolaires constitue à la fois un rempart contre l'abandon scolaire et un levier essentiel de résilience pour les communautés.

L'octroi de cash contre des travaux communautaires permet de répondre à certains besoins urgents des ménages et contribue à améliorer les infrastructures communautaires.



Production de compost à Moron

Difficultés rencontrées :

Les besoins sont nombreux. Le manque de financements chroniques près des bailleurs/donateurs constitue une menace pour la continuité des actions.

Perspectives à court terme :

Poursuivre les interventions en cours.



Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES)

Dans un contexte marqué par la persistance des défis humanitaires et socioéconomiques en Haïti, le **Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES)** a poursuivi, au cours du trimestre **avril-juin 2026**, la mise en œuvre de ses interventions de protection sociale au bénéfice des populations les plus vulnérables. Avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, les différentes interventions ont permis d'assister **116 783 ménages**, soit environ **583 915 personnes**, pour un investissement global de **5 648 040 USD**. Cette assistance a porté sur plusieurs domaines prioritaires, en réponse aux besoins identifiés des populations bénéficiaires.

Les principales réalisations comprennent la distribution de **99 138 kits alimentaires** au profit des ménages les plus vulnérables, ainsi que la réalisation de transferts monétaires. Un montant de **4 966 840 USD** a été transféré à **99 138 ménages** dans le cadre des interventions d'urgence, tandis que **6 336 ménages** ont bénéficié de transferts monétaires, d'un montant mensuel variant entre **100 (13,000 HTG) et 125 (16250 HTG) USD** par ménage. En parallèle, **34 projets communautaires** ont été lancés, dont **28 achevés**, dans le cadre des activités de **Cash-for-Work**, contribuant à la création de revenus temporaires et au renforcement de la résilience des communautés face aux chocs climatiques.

Ces interventions visent à atténuer l'insécurité alimentaire, renforcer les moyens d'existence des ménages vulnérables, favoriser leur autonomisation socioéconomique et promouvoir une résilience durable face aux crises.

Dans le cadre du **programme HA-J 0005**, **13 525 ménages** (soit **43 640 personnes**) ont bénéficié de kits alimentaires et de transferts monétaires, tandis que **23 985 personnes** ont eu accès à des services de santé. Le programme a également soutenu **34 projets communautaires**, offrant des opportunités de revenus temporaires aux participants à travers les activités de Cash-for-Work. Les interventions ont été déployées dans **13 communes** des départements de l'Ouest, de la Grande'Anse, du Sud et du Nord-Ouest.



Figure 1 : Construction de 160 m³ de gabions à Gros Morne-HA-J 0005

En revanche, le **Programme d'Urgence Multisectoriel (PUM)** et le **Programme Taïwan** ont permis d'apporter une assistance alimentaire à **93 030 ménages**, représentant environ **490 150 personnes**, dans les communes de Port-au-Prince, de Delmas ainsi que dans plusieurs communes du département de l'Artibonite.



Figure 2: Distribution de kits alimentaires dans le cadre PUM

Par ailleurs, le **programme HA-J0007** a fourni des services de santé à **5 228 ménages**, soit environ **26 140 personnes**, qui ont également bénéficié de transferts monétaires mensuels de **125 USD équivalent à 16250 gourdes** dans les communes de Port-au-Prince, Carrefour, Croix-des-Bouquets et Kenscoff (Belot).



Figure 3: Réhabilitation du centre Professionnel de Kethan – Nippes - HA-J0007

L'approche intégrée mise en œuvre par le FAES, combinant transferts monétaires, assistance alimentaire, services de santé, accompagnement social, travaux communautaires et formations certifiantes, continue de renforcer les capacités des ménages vulnérables tout en favorisant leur inclusion socio-économique et leur résilience face aux crises.

Malgré ces avancées, plusieurs défis ont marqué la mise en œuvre des interventions, notamment la disponibilité limitée des liquidités auprès des institutions financières, les perturbations des réseaux de télécommunication, la dégradation du contexte sécuritaire ainsi que les contraintes liées au ciblage et à l'actualisation des bases de données des bénéficiaires.

Au cours du prochain trimestre, le FAES poursuivra ses efforts pour renforcer la coordination avec les partenaires, améliorer les mécanismes de ciblage communautaire, consolider les activités de protection sociale et développer davantage les initiatives de formation professionnelle et d'insertion économique, afin de renforcer durablement la résilience des ménages les plus vulnérables.



L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Au cours du deuxième trimestre 2026 (Avril - Juin), la FAO a poursuivi ses interventions d'urgence et de renforcement de la résilience afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables en Haïti.

Les activités ont principalement porté sur la distribution récurrente d'assistance alimentaire en espèces (**3 000 personnes**), la fourniture d'intrants de qualité pour la production alimentaire d'urgence (**2 250 personnes**) et d'autres actions de production alimentaires d'urgence permettant d'atteindre au total **17 557 personnes**).

Les interventions ont bénéficié à 8 791 personnes dans le département du sud 5 998 dans le centre, 2250 dans la grande Anse, 500 dans l'Artibonite et 18 dans le Nord, avec des appuis ciblés dans les communes de Torbeck (3 204 personnes), Camp Perrin (2 249), Hinche (1 972), Cavaillon (1 804), chardonnières (1 534), Lascahobas (1 505), Belladère (1 495), Cerca la source (1 026) ainsi qu'Hanse d'Hainault, Chambellan et Dame Marie (750 chacune). Ces interventions ont permis aux ménages de renforcer leur accès à l'alimentation, de relancer rapidement la production agricole grâce à la distribution d'intrants de qualité et d'améliorer leurs moyens d'existence face aux effets conjugués de l'insécurité et des aléas climatiques. Les approches combinant assistance monétaire et soutien à la production ont favorisé une réponse plus flexible, adaptée aux besoins des bénéficiaires et contribuant à renforcer leur résilience.



Les principaux défis rencontrés demeurent l'insécurité dans certaines zones, celles d'accès logistiques et de consolider les activités de relance agricole et de renforcer la coordination avec les partenaires afin d'accroître l'impact des actions en faveur des populations les plus vulnérables.



Artibonite, #Haïti : la distribution de semences de haricots et de pois pour la production alimentaire d'urgence, en quelques semaines.



Dans le cadre du projet CBPF US, la FAO continue **le ciblage et l'enregistrement en cours de 65 337 ménages agricoles bénéficiaires répartis dans 10 communes essentiellement dans les départements de Artibonite, Centre et Ouest**. Ils recevront des Kits de production

alimentaires d'urgence, des kits de production maraichères et vivrières ainsi que des Kits de production animale comprenant des petits ruminants et de volailles afin de favoriser une reprise rapide de la production et de renforcer leur sécurité alimentaire et leur résilience.



La Fondation Mission de l'Espoir (FOME)

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2026, la FOME a poursuivi avec engagement ses actions humanitaires dans plusieurs régions du pays. Les interventions se sont concentrées sur trois principaux domaines : l'assistance alimentaire, l'appui au développement agricole et la protection de l'enfance, témoignant de la volonté constante de l'organisation de répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.

Assistance alimentaire :

Au total, 34 298 ménages ont bénéficié de distributions de rations alimentaires dans cinq départements du pays, répartis comme suit :

- Nord : 24 319 ménages
- Nord-Est : 4 902 ménages
- Centre : 2 778 ménages
- Artibonite : 1 158 ménages
- Ouest : 893 ménages

Ces interventions ont contribué à renforcer la sécurité alimentaire de milliers de familles confrontées à une

situation de grande vulnérabilité, y compris les familles d'accueil et les familles déplacées.

Développement agricole :

Dans le cadre de son programme agricole, la FOME a accompagné 1 755 producteurs dans les communes de Saut-d'Eau et de Marmelade. Cet accompagnement comprenait des formations pratiques, un encadrement technique ainsi que la distribution d'intrants agricoles adaptés, afin d'améliorer la productivité agricole et de renforcer la résilience des familles rurales face à l'insécurité alimentaire.

Protection de l'enfance :

Les activités de protection de l'enfance ont permis d'accompagner 72 311 enfants, dont 2 048 orphelins. Les bénéficiaires ont reçu des repas nutritifs quotidiens ainsi que des séances de sensibilisation sur la nutrition et l'hygiène, contribuant ainsi à l'amélioration de leur santé, de leur bien-être et de leur développement.



Fonkoze

fondasyon kole zepòl

Ann kreye richès pou lavi mityò

FONKOZE

Entre avril et juin 2026, Fonkoze a poursuivi la mise en œuvre de ses interventions humanitaires en sécurité alimentaire en combinant une assistance immédiate aux ménages vulnérables et des activités préparatoires visant à renforcer leur résilience.

Dans le cadre du projet World Renew, deux cycles de transferts monétaires inconditionnels ont été réalisés les 19-20 mai et 16-17 juin 2026 dans les communes de Jean-Rabel et Môle Saint-Nicolas (département du Nord-Ouest). Au total, 715 ménages vulnérables (662 femmes et 52 hommes enregistrés comme bénéficiaires) ont reçu une assistance de 15 500 HTG par ménage, pour un montant total de 11 082 500 HTG. En complément des transferts monétaires, les bénéficiaires ont participé au programme numérique d'éducation financière LISTA, qui leur permet de renforcer leurs compétences en planification financière, épargne, gestion des dettes et utilisation des services financiers. À la fin de la période, 684 bénéficiaires, dont 24 personnes en situation de handicap, avaient déjà suivi les premiers modules de formation.

Parallèlement, dans le cadre du projet TAS-OCHA mis en œuvre dans les communes de Hinche et Thomonde (département du Centre), Fonkoze a finalisé les principales activités préparatoires à l'intervention en sécurité alimentaire destinée à 400 ménages vulnérables. Les équipes ont achevé la vérification des bénéficiaires, les enquêtes de référence, le processus de consentement, la

validation des listes et l'organisation des participants en groupes de formation. Les premières formations en



gestion d'activités génératrices de revenus et en redevabilité ont également été lancées, tandis que les préparatifs du premier transfert monétaire, prévu en juillet 2026, ont été finalisés.

Malgré les défis liés aux déplacements des populations et aux contraintes logistiques, Fonkoze a maintenu le calendrier des activités grâce à une coordination étroite avec les communautés et ses partenaires.



Programme Alimentaire Mondial (PAM)

D'avril à juin 2026, le PAM a poursuivi la mise en œuvre d'interventions intégrées en matière d'assistance alimentaire, d'alimentation scolaire, de nutrition, de protection sociale et de renforcement de la résilience à travers Haïti, atteignant plus de 1 578 495 Haïtiens grâce à une assistance d'une valeur supérieure à 24,2 millions USD.

Au cours du trimestre, le PAM a distribué 4 928 tonnes de vivres et fourni 73 289 repas chauds aux personnes retournées de la République dominicaine dans deux points frontaliers (Belladère et Ouanaminthe).

Les activités ont été mises en œuvre dans l'ensemble des dix départements du pays, notamment l'Ouest, l'Artibonite, le Centre, la Grand'Anse, les Nippes, le Nord, le Nord-Est, le Nord-Ouest, le Sud et le Sud-Est, à travers des interventions directes ainsi que des partenariats avec des organisations nationales et internationales.

L'assistance d'urgence a représenté la plus grande part des opérations du PAM au cours du trimestre, avec plus de 840 505 personnes assistées à travers des transferts monétaires, des distributions alimentaires et la fourniture de repas chauds en faveur des personnes déplacées internes (PDI), des populations touchées par l'insécurité alimentaire aiguë et des ménages affectés par l'ouragan Melissa. Cette réponse a notamment permis d'appuyer plus de 16 000 ménages grâce à des transferts monétaires d'urgence. Au total, le PAM a distribué près de 3 440 tonnes de vivres et transféré plus de 17,8 millions USD d'assistance aux populations les plus vulnérables.



Distributions de vivres aux personnes déplacées par la violence, Saint-Michel et Gonaïves.

Une intensification majeure de la réponse a été rendue possible grâce au Fonds Humanitaire pour Haïti (Country-Based Pooled Fund - CBPF), financé par les États-Unis et

géré par OCHA. À la fin du mois de juin, 342 010 personnes avaient reçu une assistance, soit 94 pour cent de la cible prévue de 363 810 bénéficiaires.

Dans le cadre de ce projet, le PAM a fourni 9,3 millions USD en transferts monétaires d'urgence ainsi que 275 528 USD d'assistance nutritionnelle complémentaire, pour un total de 9,6 millions USD distribués aux ménages vulnérables touchés par l'insécurité, les déplacements forcés et l'insécurité alimentaire. Cette intervention a permis aux familles de répondre à leurs besoins alimentaires immédiats tout en soutenant les marchés locaux et en maintenant l'accès à des aliments nutritifs pour les femmes et les enfants les plus vulnérables.

Au-delà de la réponse d'urgence, le PAM a poursuivi ses investissements en faveur de la sécurité alimentaire et du développement du capital humain à travers ses programmes d'alimentation scolaire, de nutrition, de résilience et de protection sociale.



À Canapé Vert, transferts monétaires aux bénéficiaires

Les activités d'alimentation scolaire ont permis d'atteindre près de 562 000 enfants par mois dans plus de 1 900 écoles, dont environ 67 pour cent bénéficiaient de l'approche des cantines scolaires utilisant la production locale (Home-Grown School Meals), qui renforce les liens entre les écoles et les organisations de producteurs locaux tout en consolidant les systèmes alimentaires locaux.

Les activités de nutrition ont combiné le dépistage, la sensibilisation, la distribution d'aliments nutritifs spécialisés ainsi que l'octroi de transferts monétaires complémentaires à des fins nutritionnelles.

Parallèlement, le PAM a renforcé les capacités nationales de préparation à la saison cyclonique en cours, en coordination avec la Direction Générale de la Protection

Civile (DGPC). Cet appui a notamment porté sur l'organisation de réunions de coordination, la conduite de formations en préparation aux urgences et le prépositionnement de certains stocks de secours dans les entrepôts de la DGPC, à proximité des zones de distribution finale.

Alors que les stocks alimentaires de contingence n'étaient attendus qu'en août, le PAM a également renforcé son niveau de préparation à travers des mécanismes d'action anticipatoire. Ceux-ci comprennent des transferts monétaires d'anticipation financés par le CERF, pouvant être déclenchés avant des événements météorologiques extrêmes lorsque les seuils prédéfinis sont atteints, un appui aux systèmes d'alerte précoce dirigés par le Gouvernement ainsi que la constitution de stocks alimentaires de contingence acquis localement, suffisants

pour couvrir les besoins de 100 000 personnes au cours du premier mois suivant un ouragan. Ces mesures visent à accélérer les délais de réponse et à réduire les impacts humanitaires sur les communautés vulnérables exposées aux chocs climatiques.



COORDINATION

- Les travaux préparatifs du plan de réponse humanitaire 2027 ;
- Réunions et consultations bilatérales avec les partenaires, les agences leads, la CNSA, OCHA, le gFSC.

DÉFIS ET PERSPECTIVES

- Préparation de la saison cyclone 2026
- Coordination des activités et action anticipatoire
- Analyse des impacts du phénomène El Nino sur les différents domaines liés à la sécurité alimentaire
- Organisation des rencontres/réunions au niveau du secteur
- Priorisation des besoins à couvrir pour le plan de la réponse humanitaire 2026
- Mobilisation des ressources

LES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Calendrier et dates clés du prochain trimestre :

- L'Enquête nationale de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSSAN) – juillet à octobre 2026
- L'analyse IPC 2026 – juillet à octobre 2026
- Préparation de la saison cyclonique 2026

POUR TOUT CONTACT :

Ferdinand BEALEM, Coordonnateur | ferdinand.bealem@wfp.org | + 509 34 93 44 99

Mohamed DABO, Gestionnaire de l'information | mohamed.dabo@fao.org | +509 44 20 07 08

Pierre Nelby MATHIEU, Gestionnaire de l'information | pierrenelby.mathieu@wfp.org | +509 46 87 0928